

Incendie à Saint-Denis : le mal logement tue !

lundi 17 septembre 2012, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 9 septembre 2012).

L'incendie d'un immeuble insalubre à Saint-Denis a fait 2 morts et une quinzaine de blessés (dont plusieurs très grièvement). Ministre, élus, maire, sont tous venus témoigner de leurs émotions et de leur indignation face à ce drame. Mais ce drame n'est pas le résultat d'un hasard malheureux, car cet immeuble faisait partie des centaines d'immeubles qualifiés de dangereux pour leurs habitants.

A Saint-Denis, la municipalité a identifié pas moins de 2 000 logements concernés, ce qui signifie des milliers de personnes exposées à la menace d'un tel drame.

Depuis des années les associations soulignent la pénurie de logements et principalement de logements sociaux et exigent un plan massif de construction pour répondre à la demande. La rénovation de ces immeubles insalubres n'est pas une question de politique de la ville, mais un enjeu vital pour les populations qui sont contraintes d'y survivre, faute de se retrouver à la rue.

Sarkozy se moquait du logement des plus pauvres et ne répondait que par l'accès à la propriété. La gauche aujourd'hui libère des terrains pour réduire le coût de la construction de nouveaux logements. Mais elle fixe à 25% la part du logement social ce qui est bien loin des besoins, favorise encore l'accès à la propriété. Ces choix condamnent les exclus du logement décent aux solutions précaires inévitablement dangereuses.

Le pire c'est que ces drames incitent les préfets, les maires, les gouvernements à accélérer les expulsions d'immeubles à rénover pour ne pas s'exposer à ce type de situation. C'est ainsi que Manuel Valls insiste sur la nécessité de rénover ces immeubles « pour en finir avec cette misère... » Mais les « rénovations » ne sont pas faites pour ceux qui habitent dans ces immeubles. Pour eux c'est l'expulsion, des mois, des années de galère dans l'attente d'un logement, d'hôtels en hôtels souvent à peine plus salubres que l'immeuble dont ils ont été expulsés, quand ce n'est pas tout simplement la rue. Saint-Denis a connu ainsi 5 expulsions d'immeuble depuis novembre 2011 !

Le NPA réaffirme pour répondre à l'urgence la nécessité de réquisitionner des logements vides, de bloquer le prix des loyers, de construire massivement du logement social, seule façon d'en finir vraiment avec la misère et garantir le droit au logement pour toutes et tous.

NPA, Montreuil, le 9 septembre 2012
